

Pouvoir d'emprunt—Loi

crise économique a engendré de nouvelles responsabilités, a causé de nouvelles dépenses au gouvernement, comme par exemple dans le domaine de l'assurance-chômage.

Alors, monsieur le Président, je voudrais que les députés de l'opposition nous indiquent d'une façon précise quelles seront les dépenses qu'ils vont couper, quels seront les impôts qu'ils vont augmenter, et à ce moment-là nous pourrions discuter d'une façon éclairée, responsable, loin de toute la démagogie à laquelle on a assisté à la Chambre et à laquelle on assiste continuellement quand les députés de l'opposition prennent la parole.

[Traduction]

M. Lee Clark (Brandon-Souris): Monsieur le Président, je voudrais féliciter le député qui vient de parler d'avoir fait contre très mauvaise fortune bon cœur. Le député a parlé de vinaigre et de miel. Le vinaigre, c'est ce goût très aigre que l'administration actuelle a laissé aux Canadiens pendant toutes les années, hormis quelques mois, où le gouvernement a été au pouvoir depuis 1968. Le miel, c'est ce qui nous attend, j'en suis sûr, dans un avenir assez prochain, lorsque, comme nous le souhaitons et le croyons, le gouvernement prendra son courage à deux mains et laissera le peuple décider de la question dont nous sommes saisis. Nous attendons avec impatience de pouvoir offrir aux Canadiens les solutions de rechange qui s'imposent.

Le député a aussi parlé longuement de l'avenir, spéculant sur le type de programmes qu'un nouveau gouvernement conservateur présenterait au Canada. Il a, selon moi, fait preuve d'une grande perspicacité. Je suis sûr qu'il sait, comme tous les députés de l'arrière-ban de ce côté-ci de la Chambre, ce que l'avenir nous réserve. Nous le félicitons de sa clairvoyance. Espérons que le bel avenir qu'il nous prédit n'est pas trop éloigné.

• (1750)

Mais j'aimerais établir le bilan du gouvernement et retracer l'histoire de cette mesure d'emprunt qui est vraiment d'actualité comme on peut le constater. On n'a pas manqué de rappeler cet après-midi que le montant demandé est le plus important de toute l'histoire du Canada. Cette mesure d'emprunt hypothéquait les Canadiens de 29.55 milliards de dollars.

Le député qui m'a précédé venait à peine de prendre la parole lorsque j'ai remarqué que les jeunes scouts dans la tribune en face de moi, étaient partis. Or, ce sont des jeunes comme eux, malheureusement, qui vont faire les frais des folles dépenses du gouvernement. Je ne sais pas s'ils le savent, mais chacun d'eux doit maintenant \$7,000 ou davantage, ce qui représente la part individuelle de la dette publique. Une personne qui vient au monde aujourd'hui au Canada doit au départ \$7,000 ou davantage, soit la part de la dette publique que lui lègue l'État. Plus le gouvernement reste au pouvoir longtemps, plus cet héritage devient coûteux.

Comme nous le savons, le gouvernement actuel, sous la direction du premier ministre (M. Trudeau), a dépensé sans compter. Lorsque le premier ministre et son gouvernement ont pris le pouvoir en 1968, l'État dépensait annuellement quelque 12 milliards de dollars par année. Cette année, si l'on inclut les crédits qui figureront vraisemblablement dans le budget supplémentaire, il semble que nous dépenserons 100 milliards de dollars.

Le déficit en 1968 était d'environ 491 millions de dollars. Nous devons nous souvenir que les prévisions budgétaires du gouvernement ont toujours été loin d'être précises, mais on prévoit cependant que le déficit de l'année financière 1984-1985 sera de 29.5 milliards de dollars. La dure réalité c'est qu'il pourrait même être plus important.

Bien entendu, la dette nationale a augmenté de façon astronomique sous le mandat du premier ministre et de son parti. En 1968, le total de la dette nationale était de 30 milliards de dollars. A la fin de la présente année financière, il sera de l'ordre de 180 à 190 milliards. Une fois de plus, cela représente plus de \$7,000 par homme, femme et enfant.

Malheureusement, les conséquences de cet endettement ont été passablement défavorables. Nous regrettons qu'il n'en ait pas été autrement. En conséquence de la croissance effarante de la dette nationale, les taux d'intérêt ont connu des flambées et nous constatons avec inquiétude qu'ils sont sur le point d'augmenter encore. Cet état de choses signifie bien entendu que même les prévisions qui nous ont été présentées il y a quelque temps risquent de se révéler inexactes, car le coût pour le gouvernement du loyer de l'argent sera plus élevé que prévu.

Il faut comprendre également que tous les autres qui emprunteront sur les marchés des capitaux, par exemple les gouvernements provinciaux et les administrations municipales, les industriels, les agriculteurs et bien d'autres, qui auront besoin d'argent, pour consolider la croissance de leur entreprise par exemple, constateront tout d'abord que l'argent leur coûte plus cher que nécessaire et ensuite qu'ils auraient intérêt à s'adresser à l'étranger s'ils veulent obtenir les fonds dont ils ont besoin. Il s'ensuit aussi que les intérêts que ces emprunteurs, les autorités provinciales et municipales et les gens d'affaires versent, sont souvent exportés. C'est une perte sèche, et pour le Canada et pour les Canadiens; cela va de soi.

Par conséquent, nous payons des sommes considérables en intérêts sur la dette. En fait, quand les contribuables rempliront leur déclaration de revenu et qu'ils enverront leur cotisation au ministère du Revenu national d'ici au 30 avril prochain, ils sauront malheureusement que le tiers de ce montant servira à rembourser la dette au titre de dépenses déjà effectuées. Ils seront envahis alors par un sentiment de futilité et de frustration. Les Canadiens sont disposés à faire leur part, mais ils ont de bonnes raisons de croire que leur contribution à la reprise est annulée par les politiques antérieures de ce gouvernement.

Cela a malheureusement des conséquences très néfastes sur les Canadiens ordinaires, les chefs de petites entreprises et les agriculteurs de ma circonscription. Tout d'abord, ils ont du mal à envisager avec confiance leurs propres affaires puisqu'ils ont le sentiment que notre pays est mal administré. Ensuite, il leur est très difficile d'emprunter à des taux d'intérêt raisonnables. A vrai dire, je ne pouvais m'empêcher de penser aujourd'hui aux agriculteurs de ma circonscription qui ont été accusés en grand nombre à la faillite ces derniers mois, et aux nombreux autres qui seront obligés à leur tour de déclarer faillite dans peu de temps ou encore d'abandonner leur exploitation parce qu'ils ne peuvent plus la faire tourner. Je pensais justement qu'ils seraient enchantés que l'on efface leurs dettes comme le gouvernement l'a fait avec Canadair. Mais c'est là une autre question.